



HAL
open science

Note de lecture. Alaluf, Le socialisme malade de la social-démocratie

Jean-Pierre Durand

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Durand. Note de lecture. Alaluf, Le socialisme malade de la social-démocratie. Nouvelle Revue du travail, 2021. hal-03915603

HAL Id: hal-03915603

<https://hal.science/hal-03915603>

Submitted on 23 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mateo Alaluf, *Le socialisme malade de la social-démocratie*, Lausanne et Paris, Page 2/
Syllepse, 2021.

par Jean-Pierre Durand

Voici un livre indispensable, profond et fruit d'une longue maturation qui devrait faire partie de la bibliographie obligatoire de nombre de cursus universitaires. En effet, Mateo Alaluf, Professeur émérite de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles nous offre deux livres en un seul : une belle histoire de l'Union européenne très documentée et une thèse argumentée sur l'histoire des partis socialistes du XIX^e siècle à aujourd'hui, montrant les causes de leur faillite. Nous sommes bien loin des approches politiciennes et de l'histoire officielle des partis socialistes, mais aussi de l'Europe telle qu'elle se présente aujourd'hui à travers le discours de la Commission européenne sur ses pratiques quotidiennes. Ainsi, ce double ouvrage devrait être lu par les jeunes générations d'universitaires et d'intellectuels dont la formation les a exonérés, malgré eux, de la fréquentation de tout ce pan de l'Histoire européenne. Or, on ne saurait analyser le présent, ni surtout envisager l'avenir sans se référer aux luttes sociales, économiques et politiques modernes, largement fondées sur la contradiction de classes, sous peine de minorer les racines des maux qui enveniment notre monde contemporain.

Le premier chapitre propose une synthèse pédagogique de l'histoire du mouvement ouvrier de ses origines à 1914. Les socialistes, animateurs des *partis sociaux-démocrates* dans toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, veulent transformer la société par des réformes, de l'intérieur, en prônant la fin du capitalisme. Mais la participation des gouvernements socialistes à la guerre de 1914-18 fait éclater la Seconde internationale ouvrière avec la création des partis communistes. Le chapitre suivant (1918-1945), toujours avec la même capacité de synthèse et de clarté de l'exposé, montre la double nature du socialisme européen : d'un côté, des programmes socio-politiques en faveur de la classe ouvrière (protection sociale, nationalisations, services publics...), de l'autre, des alliances de gouvernement qui empêchent la mise en œuvre de tels programmes socialistes, y compris avec quelques accommodements « face aux expéditions coloniales, aux guerres impérialistes et à la non-intervention en faveur de l'Espagne républicaine » (p. 44).

Le chapitre 3 (1945-1975) analyse finement comment le réformisme — lié aux participations des partis socialistes à des gouvernements de droite ou de centre-droit — prend lentement le dessus au détriment d'un programme de changement de société. « L'État n'est pas que bourgeois » (titre du chapitre 3), puisque la participation des partis de gauche aux gouvernements de la victoire antinazie ouvre d'importants acquis sociaux : sécurité sociale, nationalisations, droits de vote élargis, etc. Ceux-ci s'avèrent pourtant insuffisants à transformer radicalement la société : la social-démocratie prend congé du marxisme et de la lutte des classes (p. 55) en France, en Belgique, en Allemagne, en Suède mais aussi en Grande Bretagne. Le « compromis de classe » prépare le temps de la conversion au néo-libéralisme (1975-2008), y compris pour continuer à gouverner et à exister (chapitre 4). Ici, Mateo Alaluf n'est pas tendre avec les socialistes européens qui se rangent peu à peu aux arguments de Thatcher et de Reagan. Non seulement « le langage des socialistes devient progressivement inaudible », mais il s'agit d'un « mouvement de droitisation » (p. 71) ; l'auteur passe en revue

les renoncements du New Labour, des socialistes français, du Parti Social-Démocrate suédois, du SPD allemand, des socialistes belges : avec la valorisation du marché et la dévalorisation de l'État interventionniste, c'est peu à peu l'abandon des positions « classistes » des partis sociaux-démocrates —ou de ce qu'il en restait.

Le chapitre 5 apparaît comme une démonstration brillante de la contribution de l'Europe – entendue ici au sens de l'Union européenne – à l'abandon par les partis sociaux-démocrates de politiques favorables aux classes populaires. Mateo Alaluf rappelle comment, en 1995, ces partis dirigeaient une majorité des pays européens et ont « oublié » d'imposer une politique économique différente à l'Europe, parce qu'ils étaient déjà acquis aux principes d'une politique néo-libérale (p. 103). Ainsi « le projet européen mettait en concurrence les travailleurs et allait à l'encontre du projet social-démocrate » p. 106). Ce qui ouvre sur la crise grecque de 2008 avec la désunion européenne dont l'auteur propose une analyse détaillée qui, on peut le dire, fait honte à l'Europe et signe l'un des plus retentissants échecs des politiques socialistes.

À partir de là, le diagnostic que propose Mateo Alaluf sur le devenir de l'Europe (Chapitre 6 : Archéologie du social-libéralisme) apparaît bien sombre en raison de « l'abandon par les socialistes européens du marxo-keynésianisme et de leur conversion au néo-libéralisme » (p. 117). L'auteur propose une analyse radicale et sans faille pour nous dire comment les nouveaux socialistes masquent l'abandon des principes originels des socialistes eux-mêmes : « C'est donc moins le libéralisme économique ou politique qui intéresse le social-libéralisme que l'éthique qui libérerait le socialisme de son ancrage ouvrier pour en faire une doctrine au-dessus des classes (souligné par nous). Il convient de substituer à l'ancienne rengaine qui postulait que l'émancipation des travailleurs serait l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, une nouvelle doctrine qui réaliserait l'émancipation de tous par des élites éclairées à sensibilité sociale. Désormais, plutôt que représenter comme auparavant les intérêts des classes salariées dans la sphère politique, le socialisme libéral devrait, en leur faisant la morale, réaliser le bien public. (...) C'est pourquoi toutes les tentatives de révision doctrinale de la social-démocratie auront pour préalable un effort de distanciation vis-à-vis de ses origines ouvrières de manière à rallier les classes moyennes au socialisme » (p. 120-121). En parlant de « variante compassionnelle du libéralisme » pour désigner le socialisme d'aujourd'hui, Mateo Alaluf décrit clairement le glissement d'un projet radical de transformation de la société – fin du capitalisme et des rapports d'exploitation – vers le projet global d'un assistanat des classes populaires par l'État social.

Les chapitres suivants illustrent la décrépitude de la social-démocratie en France, au Royaume Uni – en dehors du « choc » Corbyn –, en Allemagne, en Belgique et en Suède. Selon l'auteur, le déclin électoral de ces partis en est l'une des preuves les plus éclatantes. Ici, les sous-titres parlent d'eux-mêmes puisque l'auteur traite du « social-chauvinisme » ou de « la tentation populiste » comme autant de solutions illusoire, très présentes dans certains esprits...

Le dernier chapitre pose tout aussi clairement l'alternative : soit la social-démocratie convertie au libéralisme disparaît après avoir été étrangère à elle-même, soit elle se réinvente. D'une certaine manière, s'ouvre à elle un boulevard à partir de l'écologie, de la transformation des rapports entre le Nord et le Sud, de la réforme des traités européens, etc. Mateo Alaluf fonde quelques espoirs à partir des initiatives de Jeremy Corbyn ou de Bernie

Sanders dont on sait que l'allégeance des appareils — soutenus par les médias — au libéralisme en a eu raison. Il conclut sur la nécessité d'une alliance à gauche, sachant que « la social-démocratie ne peut assumer à elle seule la diversité de l'expression des classes populaires » (p. 222).

Analyse qui participe à l'ouverture du débat. Sans retirer quoique ce soit à notre appel à la lecture de cet ouvrage important pour construire un autre avenir que celui qui nous est promis par la victoire présente de l'ultra-libéralisme, on peut adresser quelques critiques à l'auteur. La première porte sur l'absence du rôle des communistes – et plus largement des marxistes – dans les luttes communes avec les socialistes pour la construction de l'État social, dans les pays latins, mais aussi en Allemagne ou en Belgique dans le mouvement syndical. Bien sûr, les difficiles rapports entre socialistes et communistes constituent un objet à part entière, pour comprendre l'histoire de la social-démocratie et de l'Europe. Lequel objet risquait d'obscurcir la thèse principale de l'ouvrage : on peut d'ailleurs imaginer que Mateo Alaluf s'est posé la question en rédigeant cet ouvrage. Mais puisque la conclusion porte sur les alliances à venir, à gauche, on pouvait s'attendre à des références plus conséquentes aux forces sociales et politiques – et/ou à leurs héritières – qui ont conduit aux acquis de cet État social : s'il y a eu des trahisons sur le fond quant au programme socialiste à travers des alliances de gouvernement contre nature, il y a eu des **coalitions** qui ont porté leurs fruits en construisant le *Welfare State* dans nombre de pays européens.

À propos de l'État social et des acquis des travailleurs qui ont peut-être aussi renforcé, sinon fait perdurer, les « avantages » du capitalisme et donc du libéralisme, le lecteur peut s'étonner ne pas voir mentionnées les thèses régulationnistes qui ont pourtant marqué la pensée critique en économie. **Elles auraient pu contribuer à éclairer les effets de l'abandon du projet socialiste par la social-démocratie, lorsqu'elle a choisi de coopérer avec les partis libéraux et de gouverner avec eux plutôt que de les combattre, comme l'exigeait la nature même du socialisme.** Ici on pourrait avancer une autre réserve : autant le titre de l'ouvrage et la présentation de son projet politico-théorique sont clairs, autant il semble que dans le corps du texte, les termes de *socialiste* et de *social-démocratie* sont utilisés sans distinction à partir du moment où le projet socialiste a disparu des programmes et des pratiques de la social-démocratie. Toutefois, on ne peut en tenir grief à l'auteur, puisque, de fait, les termes sont devenus synonymes dans l'après-guerre... La conclusion (p. 215) éclaircit le tableau en revenant aux fondamentaux : « l'héritier social-libéral [d'aujourd'hui] s'est avéré incapable d'occuper l'espace politique de la social-démocratie [de la fin du XX^e siècle] », essentiellement parce que, dans la période contemporaine du capitalisme, les forces politiques libérales ne veulent plus partager les richesses produites, comme **elles l'envisageaient** hier à travers l'État social. Ce qui explique, selon Mateo Alaluf, pourquoi les forces les plus conservatrices sont pressées de démanteler l'État social (p. 220), depuis la santé et l'éducation publiques jusqu'aux systèmes de retraites ou de sécurité sociale.

Au fond, la principale qualité de l'ouvrage est de rendre limpide et facile d'accès la complexité de l'histoire politique, sociale et économique de l'Europe occidentale sur deux siècles, à partir des attermoissements des partis socialistes devenus sociaux-démocrates avant de se faire les chantres du libéralisme... jusqu'à leur disparition programmée. Ce n'est pas le moindre des mérites de Mateo Alaluf que de mettre à disposition des jeunes générations les

Commenté [JM1]: Je ne comprends pas ce que les thèses régulationnistes auraient pu permettre de comprendre sur ce point. Est-ce que, en effet, cela ne tombe pas sous le sens, qu'il est plus facile de coopérer que de lutter contre ? Enfin, j'ai l'impression que ça va de soi

raisons des catastrophes économiques et écologiques annoncées pour la seconde moitié du XXI^e siècle !